

Une Chine de trop...

EDITO

“Les vrais amis sont les solitaires ensemble.”

Cette citation d'Abel Bonnard ne pouvait trouver en Politeia plus éclatante illustration.

Eparpillés aux quatre coins du monde, les politistes de l'ICES gardent pourtant toujours en commun ce fameux esprit “Sciences Po”, savant mélange de liberté, de dynamisme et de curiosité.

Guidée par la *philia* aristotélicienne (dont tout le monde se rappelle...), l'association lance aujourd'hui son bulletin de liaison interne qui répond à une double vocation.

Résolument indépendant et tourné vers l'international, Politeia développera dans ces quelques lignes des analyses, des retours d'expériences, des nouvelles des uns et des autres et, pourquoi pas, des offres de stages et d'emplois...

L'objectif ? Devenir une véritable plateforme opérationnelle. Alors n'hésitez pas : partagez vos informations et vos points de vue. Et bonne lecture !

Christophe Hogard

La connaissance que les occidentaux peuvent avoir de Taïwan est souvent limitée.

Nous réduisons aisément cette petite île de 23 millions d'habitants à un espace surpeuplé, marqué par l'industrialisation à outrance et bombardant la planète de produits manufacturés estampillés “made in Taiwan”. Elle est pour certains une région plus ou moins autonome, un confetti chinois isolé du continent.

En réalité, le peuple Taïwanais souffre de cette ingratitude.

Voir la Chine recevoir médailles et louanges et faire les gros titres de la presse internationale laisse assurément un goût amer à ce peuple qui, depuis des années, a mis en place une véritable démocratie parlementaire. Elle n'a eu pour récompense que de voir les plus grands Etats du monde rompre, les uns après les autres, leurs relations diplomatiques avec lui.

Un bref rappel de la situation diplomatique éclairera certainement notre présentation.

La République de Chine (le gouvernement en place à Taïwan) administre *de facto* l'île depuis 1949. Sa constitution précise pourtant qu'elle est le seul gouvernement légal de la Chine (Taïwan et Chine continentale).

Dans les faits, Taïwan se comporte donc comme un État indépendant, sans que son indépendance n'ait jamais été officiellement proclamée. Les deux grands partis politiques de l'île (vert et bleu, *Kuomintang* et *Mingtingtang*) s'opposent sur ce sujet qui demeure le problème politique majeur de l'île.

Mais aujourd'hui, la Chine continentale (République Populaire de Chine), du fait de son développement, menace plus que jamais la situation et la liberté du peuple taïwanais. Elle laissait entendre, l'été dernier, qu'elle pourrait profiter du bénéfice d'une

reconnaissance internationale (notamment grâce aux Jeux Olympiques (JO) de Pékin de 2008) pour concrétiser ses vues sur l'île.

De tels desseins ne peuvent s'expliquer que par la vision qu'a la République Populaire de Chine de Taïwan. Il s'agit pour elle d'une province chinoise “rebelle”. Dans le cadre de la politique d'une seule Chine (réunification ou expansion), Pékin est soutenu, ou ne se voit opposer que peu d'obstacles, par une majorité de pays. La Chine a déjà réussi à exclure Taïwan de l'Organisation

mondiale de la santé (OMS) et profite de son poids économique pour exercer des pressions incessantes pour isoler la démocratie taïwanaise de la communauté internationale.

Jusqu'à présent, les demandes d'adhésion de l'île à l'Organisation des Nations-Unis a été refusée au motif que, depuis 1971, la place de la République Populaire

de Chine en tant que membre permanent incluait la Chine continentale et Taïwan.

Le 23 juillet 2007, Taïwan a redemandé à adhérer à l'ONU en tant, cette fois-ci, qu'État indépendant sous le nom de “Taïwan”, et non sous la dénomination “Republic of China”.

La course est donc lancée pour Taïpei qui doit obtenir la révision de son statut par l'ONU avant que la Chine ne profite du rayonnement des JO de 2008.

La question qui se pose aujourd'hui est double. Pourquoi reconnaissons-nous officiellement la Chine, alors que, parallèlement, son gouvernement historique et légitime, représenté par Taïwan, n'est pas reconnu ? Et pourquoi continuer à humilier cette île alors qu'elle constituerait un puissant partenaire stratégique en Asie pour l'Europe et les pays industrialisés ?

Brian Porcheret,
Secrétaire de l'association Politeia



Epilogue d'une aventure centraméricaine

Pourquoi a-t-on un jour la volonté de partir, de s'exiler pendant ses études ? La recherche de défis, de nouvelles expériences, de nouvelles perspectives, c'est un peu tout cela qui nous entraîne au large. Partir, c'est s'enrichir assurément. Partir, c'est ouvrir les yeux, bousculer les conformismes, les logiques de rentiers. Partir, c'est aussi trouver les chemins de l'émerveillement et de l'effort. C'est stimuler l'imagination avec laquelle nous allons créer notre propre avenir. Tous ceux qui ont vraiment fait l'effort de quitter leur pays, leurs racines, leur culture, leur langue, leurs proches pendant quelques temps pourront en témoigner.

Les sciences politiques nous mènent parfois dans des contrées insoupçonnées. Les ressortissants français, les intérêts français, les possibilités d'investissements pour la France deviennent de plus en plus nombreux à l'étranger. Les ambassades de France s'y développent et accueillent souvent des étudiants. C'est au sein du service culturel de l'une d'entre elle, à Tegucigalpa, au Honduras, que j'ai effectué mon stage, de janvier à août 2007.

Le Honduras, peuplé de près de 6 millions d'habitants, est au cœur de l'Amérique centrale. Ici, le sang des morts a déjà séché sous la terre. Environ 63% de la population vit actuellement dans un état d'extrême pauvreté. En 2006, 57% des enfants souffraient sous une forme ou une autre de malnutrition, 43% d'entre eux ne fréquentaient pas d'école et étaient déjà sur le marché du travail. Plus de 2 000 enfants vivent dans les rues de Tegucigalpa, la capitale. Presque tous ont une dépendance à la colle ou à d'autres substances de type solvant. L'ouragan Mitch de 1998 n'est pas le seul à avoir engendré des ravages sanitaires, écologiques, économiques et sociaux. Sur ces caillots de misère, les survivants ont reconstruit leur maison, puis réuni leurs familles et recomposé le reste de leurs vies.



Pendant de nombreuses années, le pays a été considéré comme le "porte-avion" des États-Unis. Il fut donc contraint de jouer un rôle périphérique dans les conflits affectant le Nicaragua, le Salvador et le Guatemala. De cette période

subsistent des sentiments ambigus et mitigés. Mais bien souvent, au Honduras, la sale guerre c'est celle du vent et de la pluie. Il n'y a ni bons ni méchants, pas de parti ni de cause, il n'y a que l'humanité au cœur d'une détresse incroyable. Seul le courage fait renaître la vie au milieu des cendres de l'impossible espoir. Les Honduriens ont cette volonté inexprimable d'accomplissement par l'homme et pour l'homme. Il est pour cela très facile de les aimer et de les admirer sincèrement. Le néophyte arrive en les croyant victimes, ils n'ont cessé de montrer à chaque instant qu'ils sont bien autre chose.

Toutefois, même si la pauvreté est récurrente, la vie foisonnante, active et audacieuse est toujours la plus puissante. Ce peuple souffre, en effet. Mais il s'est forgé, au fil du temps et des obstacles, un caractère profondément volontariste et entreprenant. Il suffirait de peu de choses pour que le pays se développe : des projets réalistes inscrits dans le long terme. Car le potentiel est là et n'attend qu'à être fructifié.



Les longs voyages font partie des moments essentiels de la vie. Ils permettent de lui donner une autre dimension. Et si le départ n'est pas chose facile, le retour l'est peut-être encore moins. L'euphorie des premiers jours laisse place aux remises en question et aux interrogations. On relativise beaucoup de choses et on prend conscience d'un monde infiniment petit, où chaque être humain a sa place, ses droits et ses devoirs, où chaque vie est sacrée et n'a pas de prix.

Ces expériences sont précieuses. Elles aident à nous construire. Alors si l'opportunité se présentait, saisissez-la ! Découvrir le monde, s'enrichir des autres et faire le bien autour de soi : cela seul peut susciter le désir et l'engagement. Et partout où il y a une volonté, il y a forcément un chemin.

Charlotte Esnou,
Licence de Sciences Politiques

Pour aller plus loin :

"Les veines ouvertes de l'Amérique latine", d'Eduardo Galeano, Editions Pocket, Collection Terre Humaine Poche, 447p., 2001, 8€

Le Modem ou la révolution contre le progrès

Le Modem est une interface qui connecte un ordinateur et une ligne téléphonique. Sur le plan politique, le résultat est la création d'un parti qui souhaite s'imiscer dans le traditionnel clivage gauche-droite : un pari technologique pointu.

Un défi d'autant plus délicat à réaliser qu'il va à l'encontre de l'histoire des partis politiques, de celle de l'UDF en particulier et, d'une certaine manière, en sens inverse du progrès.

Tout d'abord, au vu de l'analyse de René Rémond, nous pouvons constater que les glissements s'effectuent généralement de la gauche vers la droite de l'échiquier politique : *"si plusieurs droites sont d'anciennes gauches, la réciproque n'est pas vraie"*. Or, à la refondation de son parti après les élections présidentielles de 2007, François Bayrou est allé à l'encontre d'un phénomène quasi-mécanique qui veut que lorsqu'une nouvelle tendance politique apparaît à gauche, elle repousse vers la droite les gauches les plus anciennes. Ce glissement qui entraîne l'ensemble du système depuis près de 200 ans dans un mouvement infini a été qualifié de *sinistrisme* par philosophe, historien et critique littéraire Albert Thibaudet (1874-1936). En obligeant son mouvement à s'orienter à gauche de son positionnement traditionnel, François Bayrou se heurte donc à une constante de l'histoire des partis politiques en France.

D'autre part, le second écueil, bouleversant également l'orientation historique de l'UDF-Modem, est cette volonté nouvelle de devenir un parti de masse. En effet, l'un des objectifs avoués du Modem est de convertir en adhérents les 17 millions de voix obtenues par le "troisième homme". C'est ainsi que le Modem revendique aujourd'hui plus de 60 000 adhérents.

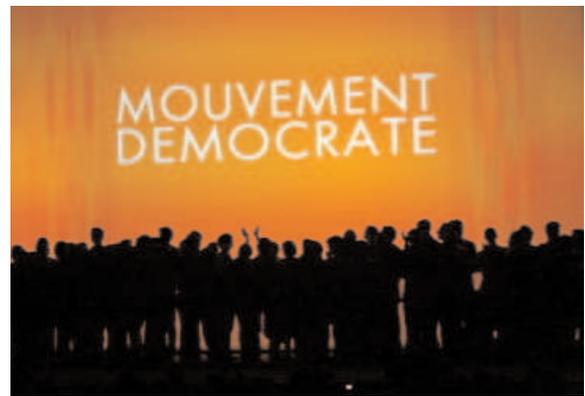
Or, depuis sa fondation, le parti centriste s'est davantage appuyé sur un électorat de petits notables et de professions libérales plutôt que sur le poids quantitatif de ses adhérents populaires ; cette deuxième évolution de l'UDF, que François Bayrou a reçu de Valéry Giscard d'Estaing, s'attaque donc aux fondations de l'électorat habituel de la formation centriste.

Ce pari est risqué à la fois au regard du mouvement historique des partis politiques et du socle électoral sur lequel reposait l'UDF. De surcroît, la tendance n'est-elle pas au contraire à la bipolarisation de la vie politique et à la disparition du centre ?

Mais à vaincre sans péril, on triomphe sans gloire. Le progrès ne gagne pas toujours et le Modem restera peut-être "connecté".

Nicolas Massot,

Vice-président de l'association Politeia



On ne peut pas soupçonner les employés de la SNCF et de la RATP d'être de fervents défenseurs de Nicolas Sarkozy. Ils ne constituent d'ailleurs pas son électorat naturel. Est-ce une raison pour empêcher un pays de "respirer" en faisant grève ?

Les règles du jeu démocratique sont violentes, certes : l'électorat du candidat battu aux élections doit subir la politique du vainqueur. Mais le principe électif semble aujourd'hui admis par tous. Pourquoi donc s'en prendre directement à la population ?

Au-delà de la maladie qui consiste à paralyser le témoin dont on sollicite l'aide, les employés grévistes de ces derniers jours refusent sensiblement les règles du jeu démocratique. Lorsque nous élisons un magistrat suprême, nous souhaitons généralement qu'ils défendent les intérêts de la Nation toute entière et non les intérêts d'un parti ou d'un groupe de pression surtout si ce n'est pas le nôtre !...).

Des élections et des grèves...

Les grévistes semblent s'inscrire dans une logique différente. Est-il question de développement économique général ? Est-il question de leur contribution à la vie de la Nation ? Est-il même question d'avenir ? Non. Bien au contraire, plutôt que d'avenir, il s'agit de passé. Défendre un statut catégoriel, un cadre de privilèges censés compenser les contraintes d'une vie de forçat à alimenter une locomotive en charbon. Combat d'arrière-garde et illégitime.

Accepter en théorie un système que l'on rejette en pratique. Est-ce cohérent ? Faire passer des intérêts particuliers avant l'intérêt général. Est-ce là une logique républicaine ? A l'heure où beaucoup souhaitent que les choses changent en France, une poignée de français s'oppose à toute adaptation de notre "modèle social". Laissons le gouvernement lancer les réformes qu'il juge utiles.

L'histoire jugera de leur bien fondé à l'aune de leur réussite ou de leur échec. Les urnes jugeront celui qui les a lancées. Et la France de continuer son chemin quelque peu chaotique, soumise à des règles théoriques qui ne s'adressent qu'à certains. A moins que l'on ne repense ces règles, ce qui n'est pas nécessairement la pire des solutions.

Jean-Bastien Prevost,

Master I de Sciences Politiques

BILLET D'HUMEUR

"O tempora, o mores "

Pour le Président de la République, comme pour le XV de France, l' "état de grâce" semble bel et bien terminé. Sitôt que les premiers revers se présentent, les doutes ressurgissent et les critiques pleuvent. Il en va ainsi, dans cette France qui cultive les paradoxes et les bizarreries. Quand la Nation se croit perdue, que le quotidien devient hostile, le peuple se jette dans les bras de celui qu'il appelle "l'homme providentiel". Jeanne d'Arc, Henri IV, Napoléon, Clemenceau, Pétain, de Gaulle, Sarkozy depuis son élection, et aujourd'hui Chabal, dans un style tout préhistorique. A des degrés divers, tous ont fait l'expérience de cette ferveur populaire qui, en quelques jours, les porta sur le pavois. Notons que les irréductibles gaulois que nous sommes peuvent tout autant adorer ce qu'ils ont brûlé, que brûler ce qu'ils ont adoré. Beaucoup des personnages plus haut cités ont fait l'amère expérience de cette ingrate versatilité. En France, comme dans la Rome antique, la roche tarpéienne est près du Capitole. Voilà une leçon que le Président Sarkozy ne devrait pas manquer de méditer.

Mais pour l'instant, il semblerait que la "baraka" se prolonge pour le locataire de l'Elysée. Les mouvements de grèves de la mi-octobre, étaient annoncés par les dirigeants syndicaux comme "le moment de vérité", un "décembre 1995 bis". Le résultat fut en dessous de leurs espérances. Refusant d'être encore une fois les otages d'une caste rassasiée de privilégiés, les Français, habitués depuis trop longtemps à ces grèves paralysantes, avaient pris leurs dispositions. Le "grand blocage" a échoué, la guerre des trains n'a pas eu lieu. D'après les premiers rapports, il apparaît que ce sont en fait les 35 heures qui ont fait capoté cette opération. Les syndicats ont tellement brandi la menace d'un blocage total, que beaucoup de salariés ont préféré poser leur RTT à cette occasion. Notre Président doit aujourd'hui trouver que cette mesure socialiste n'a finalement pas que de mauvais côtés, et qu'en politique, comme dans la vie, un mal peut toujours accoucher d'un bien.

François Reynes,
Président de l'association Politeia

Focus entreprise : CARPENTER SAS

La filière Sciences Politiques de l'ICES a eu la joie et l'honneur de rencontrer Monsieur Robert Boumier, Directeur de Carpenter SAS, filiale française de la multinationale américaine Carpenter Company, l'un des leaders mondiaux dans la production de produits chimiques et de mousse polyuréthane. Au cours de ce séminaire, les étudiants ont pu avoir un nouvel aperçu du monde professionnel. Véritable autodidacte, cet homme au parcours atypique est arrivé chez Carpenter à l'âge de 35 ans. Il a trouvé dans cette entreprise une philosophie et une méthode de travail tout à fait originales et séduisantes.

Carpenter, c'est d'abord une adhésion totale aux principes du *Kaizen* japonais utilisés pour la première fois chez Toyota. Ces principes, érigés en véritable dévotion, consistent en un processus d'amélioration continue de l'entreprise et en un état d'esprit du personnel toujours tendu vers la perfection. Au quotidien, Carpenter essaie donc de réaliser cinq objectifs principaux : la simplification des flux, l'amélioration de la qualité, des délais, de la productivité et des conditions de travail. Par exemple, à titre d'illustration, l'ensemble des locaux et des machines est peint en blanc afin de déceler instantanément la saleté ou l'outil mal rangé. C'est ce qu'on appelle le management visuel. Par cet aspect, le goût du travail bien fait, la dignité du travail et de celui qui l'exerce occupent le haut de l'échelle des valeurs.

Mais, Carpenter, ce sont aussi et surtout, d'un point de vue plus général, des valeurs humaines inaltérables. Les notions d'exemple, de courage, de responsabilité ou de sécurité sont parfaitement assimilées par tous et la direction a à cœur de faire adhérer chaque salarié à tout nouveau projet. Qui plus est, Carpenter, c'est enfin une méthode de financement particulière. En effet, depuis la création de l'entreprise en 1948, aucun emprunt n'a été réalisé ! L'entreprise n'investit qu'avec les bénéfices dégagés. Il n'y a jamais eu de dettes à rembourser. Ce principe est facilité par un atout essentiel : le capital de Carpenter n'est détenu que par un seul et unique actionnaire. Il n'y a donc pas lieu de remonter de dividendes vers de petits porteurs et chaque dollar gagné peut dès lors être réinvesti.

Les étudiants de Sciences politiques ont donc pu apprécier la présentation d'une grande entreprise, fondée sur un management attrayant et pertinent. Cette intervention leur a prouvé que l'alchimie du dynamisme économique et de la mise en valeur de l'homme, dans toutes ses dimensions, est possible même au sein d'une multinationale. Merci encore à Monsieur Boumier pour son témoignage passionnant.

Timothée Dufour,
Trésorier de l'association Politeia

BLOC-NOTES

CONFERENCES DE L'ICES :

(salle de conférences à 20h30)

Mercredi 5 Décembre 2007

**"Arraché à l'enfer : La
résurrection d'un toxico"**

Par Laurent GAY

PROCHAINEMENT:

Vous serez informés de la date de la prochaine Assemblée Générale de l'association Politeia.

POLITEIA

17, boulevard des Belges
85 000 LA ROCHE-SUR-YON
Blog : <http://politeia.affinitiz.com>
Mail : politeia@hotmail.fr

Directeur de publication : François Reynes
Rédacteur en chef : Nicolas Massot

Ont participé à ce numéro :

- Brian Porcheret
- Charlotte Esnou
- Nicolas Massot
- Jean-Bastien Prévost
- François Reynes
- Timothée Dufour

Réagissez sur le blog et déposez vos articles sur politeia@hotmail.fr